



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

N° DLM 2019-140 - Séance du 19 décembre 2019

ACTES

7. Finances locales

7.3 Emprunts

| Nombre des membres | | |
|---------------------|----------|---------------------------|
| Membres en exercice | Présents | Qui a pris part aux votes |
| 25 | 17 | 22 |

| Vote | |
|------------|----|
| Pour | 22 |
| Contre | 0 |
| Abstention | 0 |

L'an 2019, le 19 décembre à 19 heures le Conseil Municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du Conseil Municipal le 13 décembre 2019. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la Mairie le 13 décembre 2019.

Etaient présents : MEISSONNIER Jean-Luc, SOULIER Alain, GAUTIER Sandrine, KASZUBA Christophe, MONIN Séverine, CONTENSEAU Carole, MAZOLLIER Elisabeth, SUAY Régine, AMALVY Marie-Thérèse, RODENAS François, VANGREVELYNGHE Patricia, MARTINEZ Mickaël, JODAR Mélissa, DE LA CLERGERIE Jean-Luc, DUCAMP Ludovic, CORDEAU Damien, MICHEL Yves.

Pouvoirs de : DURIX Olivier pour SOULIER Alain, BASSO Béatrice pour GAUTIER Sandrine, DESTAILLATS Aline pour MONIN Séverine, MARTY Philippe pour RODENAS François, RIBEIRO David pour CONTENSEAU Carole

Absents : SIMAR Morgan, FOUREL Sylvain, RAMORA Anna

Secrétaire de séance : DUCAMP Ludovic

N° DLM 2019-140 – AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL SUR LA REALISATION D'EMPRUNTS CONTRACTES PAR LE CCAS

Madame Marie-Thérèse AMALVY, Conseillère Municipale déléguée à l'insertion et aux affaires sociales rapporte que conformément aux dispositions de l'article L. 2121-34 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) doit solliciter l'avis conforme du Conseil Municipal pour pouvoir contracter ces prêts.

Le Conseil municipal s'est déjà prononcé trois fois sur la réalisation d'un prêt PLS et d'un prêt complémentaire PHARE nécessaire à la reconstruction de l'EHPAD, le 08 novembre 2018 par délibération n°2018-88, le 10 juillet 2019 par délibération n°2019-76 et enfin par délibération n°2019-106 du 16 octobre 2019.

Les conditions du prêt PHARE ayant été modifiées une énième fois, il est proposé au conseil d'émettre un nouvel avis conforme à la contractualisation d'un emprunt auprès de la Caisse des dépôts pour le financement de cette opération aux nouvelles conditions suivantes :

| | |
|---|--|
| Ligne du Prêt : | PHARE CEB |
| Montant : | 500 000 euros |
| Durée totale de la Ligne du Prêt : | 30 ans |
| Périodicité des échéances : | annuelle |
| Taux d'intérêt actuariel annuel : | 1,05% (cotation décembre 2019) |
| Profil d'amortissement : | Echéances prioritaires (intérêts différés) |

| | |
|---|---|
| Ligne du Prêt : | PLS 2017 |
| Montant : | 5 042 757.87 euros |
| Durée totale de la Ligne du Prêt : | 35 ans |
| Périodicité des échéances : | annuelle |
| Index : | Livret A |
| Taux d'intérêt actuariel annuel : | Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt + 1,01 % <i>Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0</i> |
| Profil d'amortissement : | Amortissement prioritaire |
| Modalité de révision : | Simple révisabilité (SR) |

Le Conseil Municipal ouï l'exposé de Madame Marie-Thérèse AMALVY et après en avoir délibéré à l'unanimité, **EMET** un avis conforme à la contractualisation par le CCAS auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations des emprunts détaillés ci-dessus.

Pour extrait conforme,
 Le 20 décembre 2019,

Le Maire,
 Jean-Luc MEISSONNIER



La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr